ARRETE N° ………………………………………

**PORTANT RADIATION DES CADRES EN L’ABSENCE DE DEMANDE DE REINTEGRATION OU DE RENOUVELLEMENT DE DISPONIBILITE**

M/Mme …………………………………….......

**Logo Collectivité**

Grade ……………………………………………

*(Modèle mis à jour en janvier 2025)*

*Ce modèle est à utiliser à l’issue d’une procédure de radiation des cadres en l’absence de demande de renouvellement de disponibilité ou de réintégration*

*Les éléments en italique bleu ne doivent être conservés que si la collectivité ou l’agent sont concernés.*

**Le Maire *(ou le Président)*** de **……………………………………………….,**

VU le Code Général de la Fonction Publique,

VU le décret nº 86-68 du 13 janvier 1986 modifié, relatif aux positions de détachement, hors cadres, de disponibilité, de congé parental et de congé et de présence parental des fonctionnaires territoriaux et à l’intégration, notamment ses articles 18 à 26,

VU l’arrêté n° … en date du … plaçant M *(Mme)* … en position de disponibilité pour … *(préciser le motif de la disponibilité)* à compter du … jusqu’au …,

VU l’arrêté en date du …… renouvelant la période de disponibilité pour … *(préciser le motif de la disponibilité)* de M *(Mme)* … pour une durée de …… *(le cas échéant)*

Considérant que ce *(ou ces arrêtés)* informai(en)t l’agent que le renouvellement de la disponibilité devait être sollicité trois mois au moins avant l’expiration de la période de disponibilité en cours, faute de quoi il serait radié des cadres,

Considérant que la période de disponibilité a pris fin le … *(date)*,

Considérant que M *(Mme)* … mis*(e)* en demeure, par lettre recommandée en date du …… avec accusé de réception notifiée le ……, de demander sa réintégration au terme de sa période de disponibilité ou son renouvellement, n’a pas répondu à ladite mise en demeure,

*Ou*

Considérant que M *(Mme)* … mis*(e)* en demeure, par lettre recommandée en date du …… avec accusé de réception notifiée le ……, de demander sa réintégration au terme de sa période de disponibilité, n’a pas répondu à ladite mise en demeure,

Considérant que l’agent n’a pas répondu à ladite mise en demeure, bien que celle-ci l’ait informé qu’en cas de refus d’y déférer, il serait radié des cadres, *(le cas échéant)*

**ARRETE**

# ARTICLE 1 :

M *(Mme)* ……………… *(prénom, nom de jeune fille),* né*(e)* le …..…, est radié*(e)* des cadres et perd sa qualité de fonctionnaire à compter du …*(date)*.

**ARTICLE 2 :**

Le Directeur Général des services est chargé de l’exécution du présent arrêté qui sera transmis au Représentant de l’Etat et notifié à l’intéressé*(e)*.

Ampliation adressée au :

* Président du Centre de Gestion de Haute-Savoie,
* Comptable de la Collectivité.

Fait à …… le …….,

Le Maire *(le Président)*,

*(prénom, nom et signature)*

ou

Par délégation,

*(prénom, nom, qualité et signature)*

Le Maire *(ou le Président)*,

• certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,

• informe que le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.

Notifié le .....................................

Signature de l’agent :